

Avenant n° 2020-12 du 25 novembre 2020

relatif à la date de versement d'une partie de l'indemnité forfaitaire mensuelle
« Ségur » pour les personnels non-praticiens des CLCC
(transposition de la mesure 1 de l'accord « Ségur de la santé »)

NOR : ASET2150002M

IDCC : 2046

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FNCLCC,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CGT ;

FO ;

CFE-CGC ;

SUD santé sociaux,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

L'avenant n° 2020-10 à la convention collective nationale des centres de lutte contre le cancer du 1^{er} janvier 1999, signé le 5 octobre 2020, a permis la transposition aux centres de lutte contre le cancer de la mesure 1 de l'accord « Ségur de la santé » par la création d'une indemnité forfaitaire mensuelle dite « Ségur » au bénéfice des personnels non médicaux des centres de lutte contre le cancer.

Le ministère de la santé a, depuis, annoncé que le 2^d versement composant cette mesure, initialement prévu au mois de mars 2021, serait avancé au 1^{er} décembre 2020 pour les établissements publics de santé.

Aussi, afin de permettre aux personnels non médicaux des centres de lutte contre le cancer de bénéficier de l'indemnité mensuelle forfaitaire « Ségur » en même temps que les personnels de la fonction publique hospitalière, le présent avenant modifie la date du 2^d versement de l'indemnité mensuelle forfaitaire « Ségur » pour le porter au 1^{er} décembre 2020.

Cet avenant porte modification de la convention collective nationale (CCN) des centres de lutte contre le cancer (CLCC) du 1^{er} janvier 1999.

Article 1^{er} | Calendrier de versement de l'indemnité forfaitaire mensuelle « Ségur »

Au 3^e alinéa (second tiret) de l'article 3 « Calendrier de versement » de l'annexe 1, chapitre IV de la CCN des CLCC du 1^{er} janvier 1999, après les termes « 120 € brut applicable au 1^{er} mars 2021 » sont ajoutés les termes « Toutefois, ce second versement pourra avoir lieu dès décembre 2020 si le financement correspondant est garanti et versé par les pouvoirs publics. ».

Au 4^e alinéa, la date du « 1^{er} mars 2021 » est remplacée par « 1^{er} décembre 2020 ».

Les autres modalités d'application et de versement de l'indemnité forfaitaire mensuelle « Ségur » prévues par l'annexe 1, chapitre IV de la CCN des CLCC du 1^{er} janvier 1999 demeurent inchangées.

Article 2 | Durée de l'avenant et entrée en vigueur

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Conformément aux dispositions prévues à l'article 1^{er}, il prendra effet à compter de la date d'allocation des crédits prévue par les dispositions législatives ou réglementaires prévoyant le financement de la mesure 1 « Ségur » correspondante au présent avenant.

Article 3 | Dépôt et publicité

Conformément aux dispositions des articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail, le présent avenant sera déposé en deux exemplaires, dont une version sur support papier signée par les parties et une version sur support électronique auprès des services centraux du ministre chargé du travail, ainsi qu'un exemplaire auprès du greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Il sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives à l'issue de la procédure de signature, conformément à l'article L. 2231-5 du code du travail.

Il sera publié dans la base de données nationale, conformément aux dispositions des articles L. 2231-5-1 et R. 2231-1-1 du code du travail.

Un exemplaire sera établi pour chacune des parties signataires.

Fait à Paris, le 25 novembre 2020.

(Suivent les signatures.)